

**COMMUNAUTE de COMMUNES COMMERCY VOID**  
**CONSEIL COMMUNAUTAIRE du 1<sup>er</sup> DECEMBRE 2022**

Envoyé en préfecture le 06/12/2022

Reçu en préfecture le 06/12/2022

Affiché le

ID : 055-200066157-20221201-121\_2022-DE

**Objet : Déclaration Intérêt Général projet « DISTRY »**

L'an deux mille vingt-deux, le premier décembre, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercy Void Vaucouleurs, convoqués le vingt-cinq novembre deux mille vingt-deux, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Commercy

Etaient présents : **Boncourt-sur-Meuse** : LARDÉ Philippe ; **Burey-en-Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Burey-La-Côte** : LANGARD Jean-Michel ; **Chalaines** : KERCRET Brigitte ; **Chonville-Malaumont** : LANTERNE Bruno ; **Commercy** : BARREY Patrick, CAHU Gérald, GENART Angélique, GUCKERT Olivier, LEMOINE Olivier, MARCHAND Martine, REYRE Benoit, THIRIOT Elise ; **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Dagonville** : WENTZ Dominique ; **Epiez-sur-Meuse** : ANTOINE Fabienne ; **Erneville-Aux-Bois** : FOURNIER Catherine ; **Euville** : FERIOLI Alain, HERY Joël, SOLTANI Denis ; **Laneuville-au-Rupt** : FURLAN Jacques ; **Lérrouville** : PORTEU Brigitte ; HUMBERT Jean-Claude, VIZOT Alain ; **Marson-sur-Barboure** : PETITJEAN Joël ; **Mélny-le-Grand** : WAGNER Dominique ; **Naives-En-Blois** : VAUTHIER Daniel ; **Nançois-Le-Grand** : SCHMITT Robert ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : TIRLICIEN Alain ; **Ourches-sur-Meuse** : GUILLAUME Jean-Louis ; **Pagny-sur-Meuse** : MAGNETTE Jean-Marc, PAGLIARI Armand ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Saint-Aubin-sur-Aire** : BEAUSEIGNEUR Hugues ; **Saulvaux** : PRESSON Evelyne suppléante de ETIENNE Gilles ; **Sauvigny** : HENRY Jean Luc ; **Sorcy-Saint-Martin** : KOUDLANSKY Sophie ; **Troussey** : GUILLAUME Alain ; **Ugny-sur-Meuse** : FIGEL Régis ; **Vaucouleurs** : GEOFFROY Alain, FAVE Francis ; **Void-Vacon** : GAUCHER Alain, JOUANNEAU Olivier, ROCHON Sylvie ; **Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

Absents : **Bovée-sur-Barboure** : LEROUX Dominique ; **Boviolles** : LIGIER Jean-Pierre ; **Brixey-aux-Chanoines** : TRAMBLOY Jean-Marie ; **Broussey en Blois** : BELMONT Stéphanie ; **Champougny** : VINCENT Éric ; **Commercy** : LEFEVRE Jérôme, DELAMARCHE Carole, GENIN Jessica, KIEFER Sandrine, ROCHAT Philippe, SACCHIERO Laetitia ; **Euville** : GIRON Marcel ; **Goussaincourt** : BISSINGER Michel ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : FILLION Jean-Charles ; **Maxey-sur-Vaise** : CARDOT Julien ; **Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Mélny-le-Petit** : DUVAL Didier ; **Ménil-La-Horgne** : KAISER Claude ; **Montbras** : MAGRON Philippe ; **Montigny-les-Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Pagny-la-Blanche-Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pont-sur-Meuse** : GRUYER Reynald ; **Rigny-la-Salle** : LOUIS Séverine ; **Rigny-Saint-Martin** : POIRSON Éliane ; **Saint-Germain-sur-Meuse** : POTIER Rémi ; **Saulvaux** : ETIENNE Gilles ; **Sauvoy** : MASSON Sophie ; **Sepvigny** : MARCHAND Éric ; **Sorcy-Saint-Martin** : MARTIN Franck ; **Taillancourt** : MAZELIN François ; **Vadonville** : AGULLO Anthony ; **Vaucouleurs** : DI RISIO Ghislaine, GUERILLOT Virginie ; HOCQUART Clothilde ; **Vignot** : MILLOT Nicolas, LECLERC Madeleine, SINAMA POUJOLLE David ; **Villeroy-sur-Méholle** : LAURENT Eddy ; **Void-Vacon** : THIRY Nathalie

Pouvoirs ont été donnés à :

TRAMBLOY Jean-Marie de BISSINGER Michel, REYRE Benoît de Jérôme LEFEVRE, FAVE Francis de HOCQUART Clothilde, FERIOLI Alain de SINAMA POUJOLLE David, KOUDLANSKY Sophie de MARTIN Franck, LEMOINE Olivier de KIEFER Sandrine, SOLTANI Denis de MILLOT Nicolas, GUCKERT Olivier de DELAMARCHE Carole, GEOFFROY Alain de DI RISIO Ghislaine, BIZARD Michel de Jean-Pierre LIGIER

Secrétaire de séance : VIZOT Alain

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 45

Nombre de pouvoirs : 10

Nombre de suffrages exprimés : 55

VOTES : Pour : 55 - Contre : 0 - Abstention : 0

**01/12/2022 Délibération n° 121 -2022**

Pour rappel, la Communauté de communes étant compétente en matière de création d'espaces et de valorisation d'espaces industriels, le Conseil Communautaire, par délibération n°92-2021 du 01 juillet 2021, s'est prononcé en faveur de la prescription d'une déclaration de projet d'intérêt général emportant mise en compatibilité du PLU (passer la totalité de la parcelle ZI 103 en zone UX) afin de permettre à l'entreprise Distry de construire une station de distribution d'hydrogène sur la parcelle ZI 103.

Dans le cadre de l'article L153-16 du code de l'urbanisme qui dispose qu'« est soumis pour avis [...] lorsque le projet de plan local d'urbanisme couvre une commune ou un établissement public de coopération intercommunale situés en dehors du périmètre d'un schéma de cohérence territoriale approuvé et a pour conséquence une réduction des surfaces des espaces naturels, agricoles et forestiers » la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers a émis un avis favorable en date du 17 septembre 2021 (réunie le 7 septembre 2021).

En application de l'article R104-9 du code de l'urbanisme, qui prévoit que la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme doit faire l'objet d'une évaluation environnementale (réduction d'espaces agricoles), un dossier d'évaluation environnementale a été déposé le 15 septembre auprès de l'autorité environnementale.

L'autorité environnementale a émis un avis simple en date du 26 octobre 2021 assorti de recommandations (évaluation et avis ci-joints).

La réunion des personnes publiques associées s'est déroulée le 13 Décembre 2021.

La Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) a rendu un avis favorable le 17 septembre 2021 suite à la demande de dérogation à la règle d'urbanisation limitée conformément à l'article L142-4 du code de l'urbanisme. Le Préfet a accepté cette demande de dérogation pour permettre l'ouverture à l'urbanisation de 7 000 m2 de la zone agricole du PLU de Pagny-sur-Meuse située sur la parcelle cadastrée ZI 103 (en totalité) pour permettre l'implantation d'une station d'hydrogène par l'entreprise DISTRY.

La concertation a eu lieu du 14 mars 2022 au 28 mars 2022.

Les articles L153-55 et R153-16 précise qu'il appartient au préfet d'organiser l'enquête publique unique qui portera à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité. Cette enquête publique s'est déroulée les 05, 14 et 23 septembre 2022 ainsi que les 01 et 07 octobre 2022 en Mairie de Pagny-sur-Meuse (55190).

Par un rapport transmis le 03 Novembre 2022 le commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserves sur la déclaration de projet et la mise en compatibilité du PLU.

Selon les dispositions de l'article L300-6 CU, "les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement au sens du présent livre ou de la réalisation d'un programme de construction"

La Commune de Pagny sur Meuse approuvera la mise en compatibilité du PLU par délibération.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De se prononcer sur l'intérêt général du projet ;
- D'autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier.

Vu la loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000 et ses décrets d'application ;

Vu la Loi Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010 ;

Vu la loi 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

Vu l'ordonnance du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du code l'urbanisme ;

Vu le Décret n°2012-290 du 29 février 2012 relatif aux documents d'urbanisme ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L300-2, L300-6, L153-54, L153-55 1.b, L153-58 2° et R 153-13 à R153-17 ;

Vu le Décret n°2013-142 du 14 février 2013 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2018-533 du 16 mars 2018 validant les statuts de la Communauté de communes ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pagny sur Meuse approuvé le 04 Mars 2020 ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°92bis-2021 du 01 juillet 2022 prescrivant une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Pagny pour l'implantation d'une station hydrogène par l'entreprise Distry

Vu l'examen conjoint des personnes publiques associées lors de la réunion en date du 17 septembre 2021 ;  
Vu l'avis favorable de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) en date du 17 septembre 2021 ;  
Vu l'avis simple de l'autorité environnementale en date du 26 octobre 2021 sur le dossier d'évaluation environnementale ;

Vu l'arrêté n°8590-2022 du 11 janvier 2022 accordant dérogation au principe de l'urbanisation limitée pour permettre l'ouverture à l'urbanisation de 7 000 m<sup>2</sup> de la zone agricole du PLU de Pagny-sur-Meuse située sur la parcelle cadastrée ZI 103 (en totalité) pour permettre l'implantation d'une station d'hydrogène par l'entreprise DISTRY ;

Vu le bilan de la concertation préalable qui s'est tenue du 14 mars 2022 au 28 mars 2022 ;

Vu l'arrêté Préfectoral n°2022-1569 du 13 juillet 2022 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique portant sur l'intérêt général de la déclaration de projet DISTRY et sur la mise en compatibilité du PLU de la commune de Pagny du 05 septembre 2022 Au 07 octobre 2022 ;

Vu les conclusions du Commissaire enquêteur et son avis favorable ;

Considérant que face aux défis de la mutation énergétique de la société, l'hydrogène offre un potentiel pour l'intégration des énergies renouvelables dans le mix énergétique et de décarbonation des usages finaux des énergies fossiles.

Considérant que la société Distry a pour souhait d'implanter des stations-services d'hydrogène vert sur l'ensemble du territoire français, à destination principalement des poids lourds ;

Considérant que dans le cadre du plan de relance, la société Distry cherche une parcelle d'implantation sur la zone de Pagny sur Meuse pour son projet de station de distribution d'hydrogène en raison du fort potentiel poids lourds et de la RN4 à proximité de la zone. Le foncier dédié au développement économique sur la commune de Pagny sur Meuse est très limité et seul ce terrain permettrait l'implantation. La SCI SCHLEGEL BENOIT est propriétaire de la parcelle ZI 103 de 11 198m<sup>2</sup> située sur la zone d'activités de Pagny sur Meuse. Elle est favorable à la vente de sa parcelle.

Or environ 7200m<sup>2</sup> de cette parcelle, auparavant classée en zone constructible sous l'égide de l'ancien Plan d'Occupation des Sols, ont été classés en zone A dans le cadre de l'élaboration du PLU, rendant impossible toute construction.

Considérant que les 4000m<sup>2</sup> restant en zone UX ne permettent pas l'implantation de la station ou de tout autre bâtiment en raison de sa forme et de son implantation géographique (voie d'accès très large puis forme étroite et biscornue laissant peu de place à la construction).

Pour mener à bien son projet, l'entreprise Distry aurait besoin de la totalité de la parcelle ZI 103 et surtout les 7200m<sup>2</sup> classés en zone A propices à l'implantation de la station de distribution d'hydrogène et qui lui donnerait la possibilité de générer son hydrogène en production locale.

Le Conseil Communautaire, à l'unanimité,

- **ACTE** l'intérêt général du projet susmentionné ;
- **AUTORISE** le Président à signer tout document relatif à ce dossier.

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la communauté de communes et en mairie de Pagny sur Meuse durant 1 mois et d'une mention dans un journal du département.

Cette délibération fera également l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la CC.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.

Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.

Le Président

Francis LECLERC



Date de convocation : 25/11/2022

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.